



Projet SEPA

Au cours de la réunion du 17 décembre 2009, le Comité national SEPA (Espace unique de paiement en euros) a fait le point de l'avancement de la migration à SEPA en France. Il a pris connaissance des importants travaux réalisés par l'administration dont les premiers résultats en termes d'émission de virements SEPA se feront sentir au début de l'année 2010.

Le Comité national a pris bonne note des conclusions du Conseil des ministres de l'Economie et des Finances européens du 2 décembre 2009 en faveur de la fixation de dates de fin de migration au niveau européen.

Par ailleurs, le Comité national poursuit les travaux de préparation nécessaires au lancement du prélèvement SEPA en France pour 2010, comme il s'y était engagé au cours de sa réunion d'avril 2009.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Conseil de surveillance et Comité économique et consultatif de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'IEDOM s'est réuni le 14 décembre 2009 à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) sous la présidence de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM.

Cette réunion est la première organisée conformément aux dispositions de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009. Le Conseil a fait le point sur le fonctionnement de l'IEDOM depuis le début de l'année. Le Conseil a par ailleurs examiné l'exécution du budget pour 2009 et a adopté le projet de budget pour 2010.

Le 15 décembre, le Comité économique consultatif de l'IEDOM, institué par la loi précitée, a tenu sa première réunion sous la présidence d'Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM. Le Comité, qui comprend un représentant de chacune des collectivités d'outre-mer appartenant à la zone euro ainsi que trois membres représentant respectivement le ministère chargé de l'outre-mer, le ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et la Banque de France, a procédé à un examen de la situation économique, monétaire et financière de chacune des collectivités. Au cours de cette réunion, l'activité des établissements de crédit a fait l'objet d'un examen approfondi, notamment en ce qui concerne les conditions d'exploitation bancaire en 2008 et l'évolution du coût du crédit aux entreprises et aux ménages. Le Comité a ensuite tenu une réunion élargie, à laquelle participaient les principaux responsables économiques et financiers de la Guadeloupe, au cours de laquelle ont été examinés l'environnement économique international, l'évolution de la conjoncture économique dans la zone euro et en métropole ainsi que la situation et les perspectives de développement de l'économie guadeloupéenne.

Régulation du système financier

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi a présenté au Conseil des ministres du 16 décembre 2009 un projet de loi de régulation bancaire et financière. Préparé à la demande du Président de la République, ce projet vise à mettre en œuvre les décisions du G20 de Pittsburgh au niveau national.

Le texte déposé à l'Assemblée nationale est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :
<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl2165.pdf>

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

La Commission bancaire et la cellule Tracfin (Traitement du renseignement et actions contre les circuits financiers clandestins) ont publié les lignes directrices conjointes sur la déclaration de soupçon. Ces lignes directrices expliquent les textes en vigueur sur la déclaration de soupçon ainsi que les attentes de la cellule et du superviseur dans ce domaine. Elles tiennent compte de l'extension du champ déclaratif, notamment de l'intégration de la fraude fiscale instaurée par l'ordonnance du 30 janvier 2009.

Ces lignes directrices ont fait l'objet d'une concertation préalable à leur adoption avec les associations professionnelles des organismes financiers.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/fr/supervi/telechar/supervi_banc/20091215-lignes-directrices-conjointes-commission-bancaire-et-tracfin.pdf

LODEOM : Communiqué du ministère de l'Outre-mer

La Commission européenne a donné son accord à la mise en œuvre des dispositions de la LODEOM (loi pour le développement économique des outre-mer) relatives aux zones franches d'activité, aux exonérations de charges sociales et à l'investissement pour le logement social.

Publications CEROM

Compte satellite du tourisme à La Réunion 2005

La note n° 9 réalisée conjointement par l'IEDOM et l'INSEE est disponible en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr) page Publications de l'agence de La Réunion.

Publications de l'IEDOM

Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009

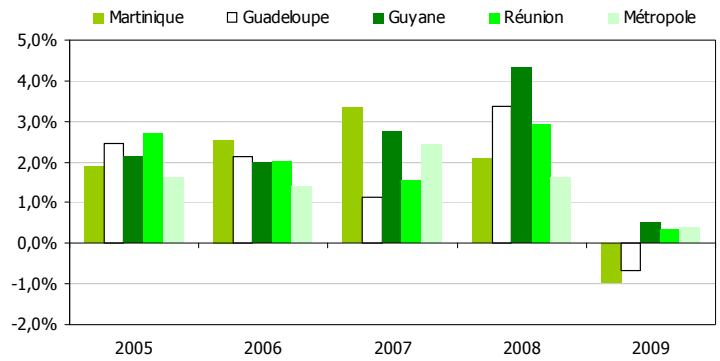
La note de l'Institut d'émission de novembre 2009 et la note expresse n° 64 réalisées par le siège de l'IEDOM sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr) rubrique Observatoire et financier - publications thématiques et sectorielles.

Inflation : nouvelle détente sur les prix

En novembre 2009, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 121,3 enregistrant une baisse de - 0,2% sur un mois. Le taux d'inflation annuel ressort à -1,0 % sur un an, soit le niveau le plus bas de ces 5 dernières années.

L'ensemble des postes contribue à la baisse des prix à l'exception des services qui progressent de 1,4 % sur un an, portés par le prix des loyers et services rattachés (+3,8 % sur un an). Le prix de l'énergie diminue de 16,5 % sur un an et celui de l'alimentation se replie de -1,1 %. Enfin, les prix des produits manufacturés demeurent stables (-0,1 % sur an).

Taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation
Glissement annuel (novembre à novembre)



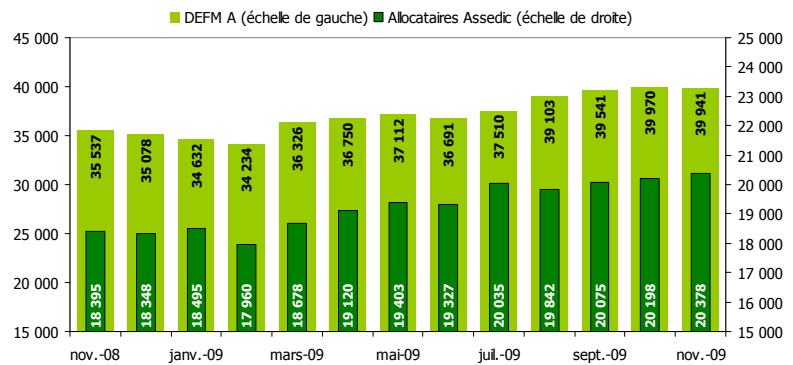
Source: Insee

Chômage : poursuite de la dégradation du marché du travail

A fin novembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'élève à 39 941, soit une progression de 12,4 % par rapport à novembre 2008. En conséquence, l'indicateur de chômage gagne 2,7 points sur un an pour s'établir à 24,5 %.

Parallèlement, à fin novembre 2009, 20 378 allocataires de l'Assedic étaient recensés, soit une augmentation de 10,8% sur un an. Dans le détail, le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (ARE, AUD, ACA)¹ atteint 14 261, soit une progression de 17,8 % sur un an. De son côté, le nombre de personnes indemnisées au titre du régime solidarité (allocation de solidarité spécifique et allocation d'insertion) se replie de 7,2% par rapport à novembre 2008, pour atteindre 5 208 personnes.

Evolution du nombre de DEFM A et d'allocataires de l'Assedic



Source: SMTP - Pôle Emploi, DARES

Crise sociale du 1^{er} trimestre 2009 : Persistance d'un effet négatif sur le secteur marchand

Question sur l'activité:

6 mois après la fin de la crise sociale, jugez-vous qu'il y ait encore un impact défavorable de celle-ci sur le niveau de votre activité ?



Lors de son enquête de conjoncture du 3^e trimestre 2009, l'Iedom a interrogé les chefs d'entreprises sur l'impact résiduel de la crise sociale de début d'année.

Globalement, les entreprises du secteur marchand sont fortement pénalisées. Ainsi, deux tiers des chefs d'entreprises interrogés signalent un impact défavorable toujours fort sur leur activité et leur trésorerie. En revanche, l'impact résiduel de la crise sur les effectifs semble être moins marqué et pourrait provenir des reports de charges sociales ayant permis de limiter à court terme les licenciements.

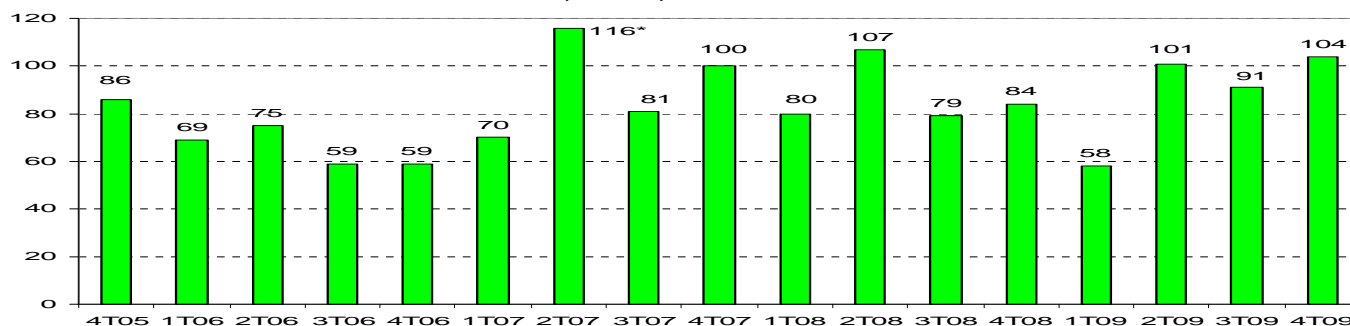
Les résultats de cette enquête « spéciale » ont été intégrés dans une étude plus large pourtant sur les conséquences de la crise sociale aux Antilles. Cette étude se présente sous deux formes : la note expresse n° 64 et la note de l'Institut : « Les effets économiques de la crise sociale au Antilles au premier trimestre 2009 ». Ces deux publications sont disponibles gratuitement sur le site internet de l'IEDOM : http://www.iedom.fr/interet_general/notes_expresses.asp#notes.

¹ ARE : Allocation Retour à l'Emploi, AUD : Allocation Unique Dégressive, ACA : Allocation Chômeurs Agés

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Surendettement : plus de 100 dossiers déposés au cours du quatrième trimestre 2009

Nombre de dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission



Source : Iedom

* Mission du Conseil Economique et Social

Au quatrième trimestre 2009, 104 dossiers (dont 76 soumis pour examen de recevabilité) ont été déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement, soit 13 de plus qu'au troisième trimestre (+ 14,3 %).

Le nombre total de dossiers déposés en 2009 s'élève ainsi à 354 contre 350 en 2008, en légère augmentation de 1,1 %. Cependant, sur les deux derniers trimestres de l'année, 195 dossiers ont été recensés en 2009 contre 163 en 2008. La diminution enregistrée au cours du premier trimestre 2009 s'explique principalement par la crise sociale qui a paralysé l'activité durant 38 jours. A partir du second trimestre, on note une accélération du rythme de dépôt des dossiers.

Selon l'Observatoire du surendettement dans les DOM, on note une baisse sensible sur le seul troisième trimestre 2009, du nombre de dossiers déposés, tous DOM confondus : - 10 % en Martinique, - 23 % à la Réunion et - 19 % pour l'ensemble des DOM. En revanche, en glissement annuel, l'accroissement global atteint 25 % (+ 15,2 % pour la Martinique).

Le taux de succès qui mesure la part de plans conventionnels conclus s'affiche pour la Martinique à 54 % à fin septembre 2009, gagnant un point par rapport à septembre 2008. Ce ratio est comparable à la moyenne des DOM, mais demeure inférieur à celui observé dans l'hexagone (autour de 65 %).

En outre, le taux d'orientation vers une procédure de rétablissement personnel (PRP), pouvant conduire sous certaines conditions à un effacement des dettes atteint 20 % en Martinique (contre 6 % un an plus tôt). Ce taux s'établit à 16 % pour l'ensemble des DOM et dépasse 20 % en Métropole.

ACTUALITE REGIONALE

Banane : accord signé entre l'UE et les producteurs d'Amérique du Sud à l'OMC

La commission européenne et les pays latino-américains ont signé, après plus de 10 ans de négociations, un accord sur la tarification des droits de douanes sur la banane pour le marché européen, qui passent de 176€/T aujourd'hui à 148€/T au 1^{er} janvier 2010, puis progressivement à 117€/T d'ici 2017. Une contrepartie devrait être versée aux producteurs ACP et européens dans le cadre du Posei Banane.

Education : partenariat UAG/GBH

L'université Antilles Guyane et le groupe Bernard Hayot ont créé la fondation « *agir ensemble pour la formation et l'emploi* ». Celle-ci pourra financer des voyages linguistiques et permettre la mise en place d'un diplôme universitaire « *grande distribution* » au premier trimestre 2010, dans le cadre de la nouvelle loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

Logement social : 90 logements livrés au Vauclin

90 logements sociaux et très sociaux ont été livrés par la société OZANAM au Vauclin. D'autres constructions sont prévues sur le chantier de 17 hectares, acquis en 2000 par la société Ozanam.

Tourisme : remise en service des vols directs Fort de France – Montréal par Air Canada

La ligne aérienne Fort de France – Montréal a été remise en service par la compagnie Air Canada après une interruption de 4 mois. Cette liaison aura lieu dorénavant une fois par semaine, le dimanche.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- novembre 2009	121,3	-0,2 %	-1,0 %
Chômage <i>(source : DDTEFP)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- novembre 2009	39 941	-0,1%	+12,4 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- novembre 2009	24,5 %		+2,7 points
Allocation Chômage <i>(source : Assedic)</i>	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- novembre 2009	14 260	+0,8 %	+17,9 %
RMI <i>(source : CAF)</i>	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2009	28 430	+1,1 %	+2,2 %
Commerce extérieur <i>(source : Douanes)</i>	Importations (en M€)	- octobre 2009	193,1	+37,4 %	-6,9 %
	Exportations (en M€)	- octobre 2009	40,0	+66,7 %	+55,2 %
	Taux de couverture mensuel:		20,7 %		+8,3 points
Grande distribution <i>(source : DRCCRF)</i>	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- septembre 2009	262	-8,3 %	-0,3 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- septembre 2009	321,7		-10,4 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Banane <i>(source : DRCCRF)</i>	Expéditions de bananes (tonnes)	- octobre 2009	20 205	ns	+41,1%
		- cumul annuel	146 458		+24,4%
Trafic aéroportuaire <i>(source : CCIM)</i>	Nombre de passagers	- novembre 2009	106 517	+7,8 %	-3,8 %
		- cumul annuel	1 359 997		-5,3 %
Trafic Maritime <i>(source : Dircilec)</i>	Nombre de croisiéristes	- octobre 2009	1 424	ns	-62,9%
		- cumul annuel	31 074		-46,5%
Construction <i>(source: Ciments antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	- novembre 2009	17 862	-8,7 %	-5,5%
		- cumul annuel	184 948		-23,9%

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09
ANNEE 2008	3,99%	JO du 23/02/08

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)

Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3584%	0,3564%	0,3585%	0,3476%	0,4790%	0,7120%	0,9950%	1,2420%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
3,65%	3,61%	3,61%	3,54%

Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

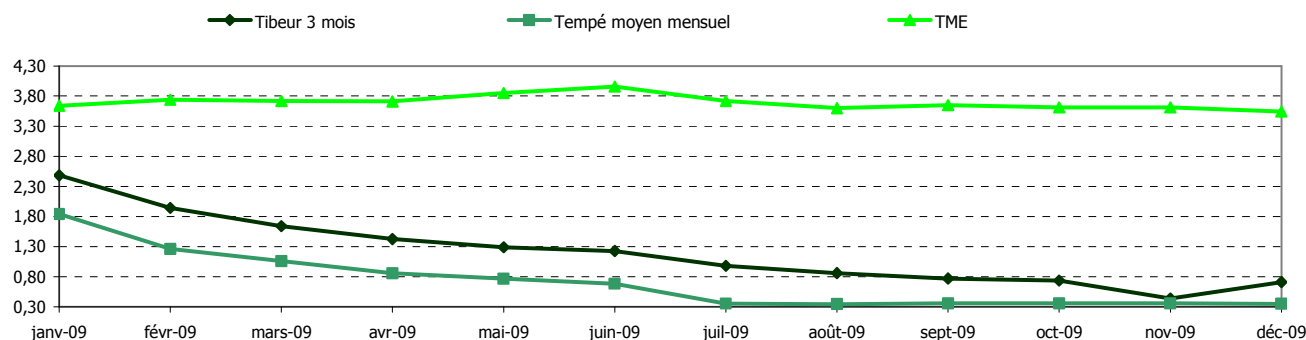
septembre	Octobre	Novembre	Décembre
3,85%	3,85%	3,81%	3,74%

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,57%			
Prêts à taux variable		5,92%			
Prêts relais		6,40%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,45%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,71%	Découverts en compte (1)		13,21%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,88%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

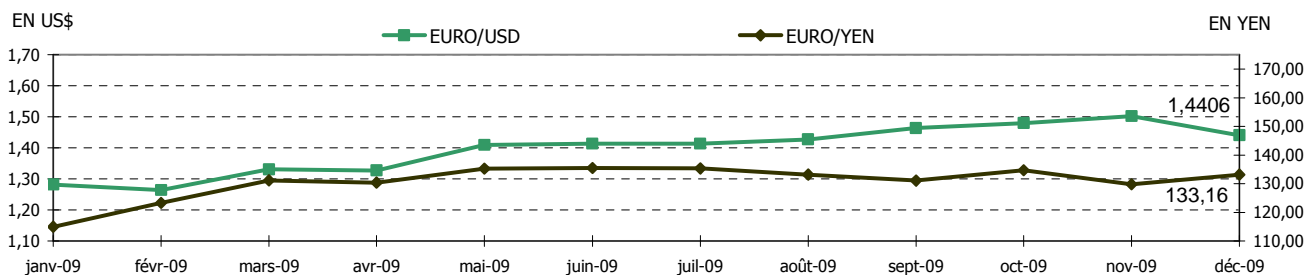
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4406	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,6660	EURO/SRD (Surinam)	3,95780
EURO/JPY (Japon)	133,1600	EURO/BWP (Botswana)	9,63470	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,58090
EURO/CAD (Canada)	1,5128	EURO/SCR (Seychelles)	16,1179	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,2012
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,88810	EURO/MUR (Maurice)	43,8000	EURO/BBD (La Barbade)	2,88360
EURO/SGD (Singapour)	2,0194	EURO/BRL (Brésil)	2,5113	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,17890
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,1709	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,09610	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2825,99	EURO/XCD (Dominique)	3,8929	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK